

Introduction

Le CCFD-Terre Solidaire (Comité catholique contre la faim et pour le développement – Terre Solidaire), acteur majeur parmi les ONG françaises œuvrant pour le développement, met l'Homme au cœur de son projet. Il travaille à le rendre partie prenante de sa propre histoire et de sa propre vie. Or, l'incapacité de l'Humanité aujourd'hui à proposer un avenir vivable et viable pour tous, impose de conduire une réflexion en profondeur pour favoriser la métamorphose¹ nécessaire. Comment relever les défis et les menaces qui planent sur cette Humanité, sujet collectif en devenir ? S'appuyant sur l'expérience de cinquante années de partenariat, clé de voute des relations qu'il entend développer avec les acteurs de développement sur les cinq continents, le CCFD- Terre Solidaire se propose d'ouvrir le débat avec le monde de la recherche et les décideurs, pour mieux identifier des voies d'espérance afin de participer à la construction de l'avenir.

Le constat de départ est celui d'une crise multiple, touchant l'Homme dans ses rapports avec les autres, avec la nature, et dans son essence même.

C'est le concept de développement porté par les institutions internationales qui est interrogé aujourd'hui, dans ses fondements. Au fil des décennies, il s'est appuyé sur des paradigmes successifs, qui traduisaient la représentation que se faisaient ses concepteurs du progrès pour les Hommes, dans leurs relations entre eux et avec la nature. Après la seconde guerre mondiale, le développement s'est incarné dans le projet de modernisation. Il était alors perçu comme une série d'étapes par lesquelles devaient nécessairement passer toutes les nations, au Nord comme au Sud. Après 1980, sous l'influence du courant néolibéral, alors devenu dominant, le développement a été redéfini comme « un processus continu d'adaptation aux exigences de la libéralisation et de la globalisation des marchés »².

Aujourd'hui ce concept, comme celui de gouvernance, doivent être redéfinis, pour ouvrir à des initiatives porteuses de sens et de valeur, quand le capitalisme financiarisé tend à les détruire. Cependant, cette revalorisation de termes galvaudés passe nécessairement par une remise en cause du modèle aujourd'hui dominant de la croissance, pour le rendre compatible avec la finitude des ressources naturelles de notre planète. La question se pose alors pour une partie de l'Humanité de renoncer à certains acquis, d'accepter de se mettre dans une dynamique de « déprise » : processus d'où émergera une responsabilité nouvelle chez le citoyen, conscient des enjeux liés au maintien des ressources nécessaires à la vie sur notre terre, à une plus juste répartition de celles ci entre les Hommes.

En organisant le colloque « **Gouvernance et responsabilité : propositions pour un développement humain et solidaire** » le CCFD-Terre Solidaire souhaite ouvrir un espace de dialogue et de débat autour de propositions issues d'un travail de réflexion. Ces réflexions sont extraites de trois documents de référence et articulées en trois thématiques, détaillées ci-dessous.

¹ Cf. Edgar Morin

² Cf. Jean-Philippe Peemans

Thématique 1 – L'autre économie

L'actuelle dérive du capitalisme financiarisé à l'extrême tient au fait que le capital est devenu son propre objet, une fin en soi et non plus un moyen de création de valeur, conjugué au travail. Le rôle de ce dernier a été, dans la tradition économique, négligé. Il en résulte une vision du processus de production qui occulte le contexte et les acteurs sociaux permettant cette production. Comme l'explique Karl Polanyi dans *La grande transformation*, le marché s'est « désencastré » de l'emprise du social et du politique, et a été érigé par ces mêmes élites politiques et économiques (qui entretiennent des rapports de quasi-vassalité) en une institution autonome. La vie économique a remplacé l'Etat.

Cette suprématie du capital sur le politique, entre autres, se traduit de manières différentes sur le plan historique et sur le plan de la comptabilité nationale. Patrick Viveret, dans une récente allocution, explique par exemple que les choix comptables ont de tout temps été liés à des choix de société. Ainsi l'industrie a-t-elle été valorisée en tant que représentante de la richesse au détriment de l'agriculture, après la seconde guerre mondiale. La lecture de certains chiffres, le choix de valoriser certains secteurs d'activité plutôt que d'autres implique des choix de société, le plus souvent implicites. Les conséquences de ces choix n'en restent pas moins tangibles et vérifiables, et aujourd'hui catastrophiques. L'accélération extrême des transactions financières, des cycles d'obsolescence des technologies et de l'innovation, des externalisations favorisent précarité, incertitude, pertes, au nom du soutien de la sacro-sainte croissance. L'esprit entrepreneurial ne caractérise plus le capitalisme, la spéculation l'a remplacé. Aussi est-il nécessaire de penser une transition économique vers une nouvelle théorie dont les points qui suivent pourraient être les grandes lignes.

→ L'économie sociale et solidaire (ESS) comme alternative globale

L'ESS se développe de plus en plus. Dans un récent article, Danièle Demoustier et Nadine Richez-Battesti soulignent le fait que les entreprises de l'ESS revendiquent une double dimension : une dimension socio-politique et une dimension socio-économique. Elles expliquent que ces entreprises « s'inscrivent **durablement** dans le paysage économique et apportent leur contribution au **développement** des territoires »³. La pérennité doit être le premier facteur constitutif d'une nouvelle théorie économique qui se revendique « de la finitude ». L'autre élément primordial à prendre en compte est la justice, qui doit être au cœur même de la pratique économique. La collectivité doit se réapproprier l'économie, et par là même son « essence » que le capitalisme lui a confisquée. Quelle forme peut prendre une économie « humaine » à l'échelle planétaire ?

→ Le partage des richesses par la régulation de l'économie et de la finance mondiales

Globaliser l'ESS exige d'aborder l'épineuse question des transitions. Sans doute une étape intermédiaire (dont la durée se comptera sans doute en décennies), verra les acteurs économiques et financiers qui dominent aujourd'hui être contraints par des règles leur imposant le respect des droits (des travailleurs, des populations locales), le partage des profits, la transparence comptable. Une telle transparence permettra de redonner leur sens et leur vérité aux instruments et indicateurs de régulation et de pilotage de l'économie mondiale. A quelles conditions une telle transition est-elle possible ?

³ « Les organisations de l'Economie sociale et solidaire : gouvernance, régulation et territoire », *Géographie, Economie, Société* 12 (2010) pp.5-14

→ La notion de finitude au cœur de la théorie économique

Il s'agit également de réintroduire de nouvelles variables dans la théorie classique de la valeur, outre le travail et le capital. Les ressources primaires telles que l'énergie et la matière doivent être incorporées au processus de production. Ceci suppose donc, préalablement à tout démarrage d'activité économique, d'analyser localement non seulement les ressources disponibles nécessaires mais de calculer également l'impact de l'activité humaine sur l'écosystème en présence.

Au Nord comme au Sud, des changements peuvent être opérés : il s'agit dans le premier cas de porter des initiatives visant à réduire massivement l'empreinte écologique par habitant et de relocaliser l'activité économique à l'échelle locale ; et dans le second cas, d'aller vers une transition de modèles reposant sur la spécialisation vers des économies là aussi relocalisées, et donc diversifiées.

Quelles seraient, dès lors, les caractéristiques (productions, flux, emplois, etc.) d'une économie de la finitude à l'échelle de la planète ?

→ La réhabilitation de l'activité agricole

Nombre d'initiatives soutenues par le CCFD-Terre Solidaire sont liées au monde rural et à l'agriculture familiale. Victime d'une dévalorisation par rapport au secteur industriel puis au secteur tertiaire, il faut aujourd'hui prendre conscience de l'incroyable potentiel que représente ce secteur dans une vision économique fondée sur des principes de solidarité, d'équité et de justice. Il faut réhabiliter l'agriculture en général, la polyculture vivrière familiale en particulier, dans l'inconscient collectif. Il ne s'agit pas de « remettre au goût du jour » une pratique considérée comme archaïque par les sociétés occidentales, mais de prendre conscience de l'espoir que l'agriculture représente en tant que partie intégrante d'un modèle alternatif de développement.

Quelle place ces modèles agricoles alternatifs occuperont-ils dans la nouvelle économie ?

Thématique 2 - Du global au local : gouvernance et rôle des territoires

La notion de gouvernance mondiale est apparue dans les années 70 et pour Bertrand Badie, la « bonne gouvernance » a été pensée selon des principes capitalistes et néolibéraux puisque conçue par l'Occident, selon une vision qui lui est propre et qui a donné naissance aux « G » que l'on connaît : G5, G8 puis G20, instances dont la légitimité à gouverner le monde est contestée. La gouvernance mondiale portée par les Nations Unies est de plus en plus affaiblie et privée de moyens, face à la consolidation d'une gouvernance s'opérant, par la dérégulation, selon les logiques et pour le profit d'acteurs économiques et financiers mondialisés.

Mais il existe d'autres acceptions et surtout d'autres conceptions de la gouvernance. Le CCFD-Terre solidaire articule la sienne autour du principe de subsidiarité, que l'on retrouve dans la doctrine sociale de l'Eglise. Le Pape Pie XII le définissait ainsi : « toute activité sociale est, de par sa nature, subsidiaire : elle doit servir de soutien aux membres du corps social et ne jamais les détruire ni les absorber. » Il s'agit donc, comme le dit Henri Madelin, de « respecter ce qui s'opère au plus près des gens et ne privilégier des cercles plus larges que s'ils peuvent faire « mieux » »⁴.

Certes, la notion de gouvernance locale s'est également renforcée depuis une vingtaine d'années, avec des politiques volontaristes de décentralisation. Mais la gouvernance mondiale néolibérale impose ses choix à la gouvernance locale. Le CCFD-Terre solidaire veut un changement de paradigme, qui passe par une inversion de l'ordre de priorité.

Souvent marginalisé, le territoire local est vu comme archaïque, traditionnel, symbole d'une économie informelle. Il est perçu comme le lieu de l'action « concrète », de l'immédiat, avec tout ce que cela comporte d'effets pervers. C'est bien là que réside le changement de paradigme à opérer.

Pour le CCFD-Terre Solidaire, la gouvernance mondiale doit d'abord reposer sur l'échelon local, et la notion de proximité. Il s'agit de ne pas priver les citoyens de l'opportunité pour eux d'agir à leur échelle sur des problématiques qui les concernent. Ceci passe par la prise en compte de la réelle nécessité de se conformer à des principes directeurs communs issus de l'échange d'expériences en réseau, dont la mise en œuvre - spécifique au niveau local pour préserver la diversité - serait vérifiée collectivement.

Penser d'abord à partir de l'échelon local, c'est effectivement d'abord penser en termes de territoires. Ceux-ci se sont d'abord effacés face aux Etats Nations tout-puissants, mais la mondialisation a affaibli ces derniers également. Si cette évolution a d'abord rendu les territoires encore plus vulnérables, face un néolibéralisme tout puissant, à la dérégulation et la suppression des verrous de la souveraineté nationale et territoriale, nous sommes à l'aune d'assister à « la revanche des territoires »⁵. Le fonctionnement économique, la gestion des ressources naturelles, le renouveau de la démocratie, la mise en place des partenariats entre acteurs de différentes sphères sont autant d'éléments que la redécouverte des territoires peut permettre et faciliter. Il s'agit de considérer le territoire comme un système complexe de relations et d'échanges davantage que comme un simple espace délimité par des frontières juridico-administratives. C'est d'abord à cette échelle que nous pourrions prendre conscience de l'importance de l'univers social, « garant de la prospérité collective et des mécanismes de solidarité, seul véritable producteur de richesse ».

⁴ Henri Madelin, Service Jésuite européen, propos issus du Dossier « Droits fondamentaux et gouvernance » publié par le CCFD-Terre Solidaire

⁵ L'expression est de Pierre Calame

Le territoire est donc une échelle de développement à privilégier pour plusieurs raisons : c'est d'abord un bon niveau de gestion de l'impact de l'activité humaine dans la biosphère. C'est ensuite à cette échelle que la gestion de la consommation de ressources et d'énergie peut être le mieux contrôlée. Enfin, là où le « marché anonyme [était] le seul médiateur entre l'individu et le monde »⁶, le territoire se conçoit comme un réel métabolisme dont les échanges avec l'extérieur sont bien moins denses que les échanges internes. Il ne s'agit pas d'un repli autarcique mais d'une revalorisation d'un échelon qui permet le passage de la transaction (abstraite et instantanée) à la relation (concrète et durable).

Ceci implique également une réforme de la gouvernance mondiale, qui passe par une réforme approfondie du système de l'Organisation des Nations Unies afin de lui redonner un rôle central. Les gouvernements représentant les Nations ne doivent plus être les seuls acteurs légitimes à décider dans la gouvernance mondiale : ils ne le sont d'ailleurs déjà plus, puisqu'ils se sont aujourd'hui largement effacés derrière les intérêts du capital mondialisé. La future gouvernance mondiale doit donner toute leur place aux représentants des territoires, et aux représentants organisés des sociétés civiles, distingués du secteur privé à but lucratif.

⁶ Pierre Calame, *Essai sur l'économie*, « le territoire : acteur-pivot du 21^{ème} siècle », Ed. Charles Léopold Mayer, 2009

Thématique 3 – L’essor d’une nouvelle humanité

La prééminence et l’omniprésence de la pensée néolibérale a façonné les relations humaines autour de la compétition et de la prédation et a amené l’Homme à ne plus se soucier que de son intérêt propre. Parallèlement à cela, les XXe et XXIe siècles sont marqués par une érosion de la religion, un vide spirituel, « un vide béant s’ouvre dans les âmes désaxées par la recherche de nouvelles valeurs » écrit Thérèse Delpech.⁷ La logique de concurrence généralisée à laquelle est aujourd’hui asservie la société dans son ensemble ne comble pas ce déficit de valeurs, et est renforcée par l’assujettissement du politique à la sphère économique.

De ce phénomène découle une idée d’uniformité érigée en « universel ». L’individu contemporain est encouragé à affirmer sa particularité pour se différencier et échapper à l’uniforme, en réalité constitué des marchandises et pratiques standardisées, ce qui attisera de nouvelles formes de différenciations, et ainsi de suite.

S’il faut prendre en compte la nécessaire existence du particulier, celui-ci n’a donc pas vocation à s’effacer devant un universel abstrait, un « uniforme » créé par une logique consumériste poussée à l’extrême. L’universel ne peut devenir effectif qu’en s’inscrivant dans le particulier. La fraternité universelle vers laquelle l’Humanité doit tendre doit donc bien s’enraciner dans l’affirmation légitime de soi comme individu singulier et comme membre d’un collectif particulier.

Car le défi qui incombe aujourd’hui à la société humaine est de faire le choix suivant, « *grossir en obésité ou grandir en humanité* »⁸. Cette question n’est pas sans lien avec celle de la démocratie et de son rôle dans les transformations que ce monde requiert. La question du choix implique en effet une qualité de débat démocratique élevée. Derrière les enjeux comptables et monétaires transparaissent des préoccupations fondamentales : la mutation de la démocratie sur un plan quantitatif mais surtout qualitatif. L’émergence d’une société civile mondiale est un des vecteurs de cette mutation.

Ce saut qualitatif dont l’humanité doit se rendre capable passe par la redéfinition de la juste place de l’homme au sein de la création, et de la prise de conscience par l’humanité de sa dépendance à l’égard de toutes les formes de vie. L’humanité qui devient consciente d’elle-même devient aussi consciente de sa disparition potentielle. Une brèche s’ouvre alors pour une mise en relation nouvelle et rééquilibrée de l’Homme avec son environnement.

Enfin l’humanisation de l’humanité doit se concevoir comme un projet interculturel, pour pallier le risque d’uniformisation lié à la mondialisation. Le partenariat, au cœur de l’activité et de la vision du CCFD-Terre Solidaire se place dans cette dynamique. Il s’agit de mettre en tension les différences pour bâtir des subjectivités nouvelles « enracinées dans leur expérience particulière et conscientes de ce qui les rattache aux autres ».

⁷ Thérèse Delpech, *L’ensauvagement : le retour de la barbarie au XXIe siècle*

⁸ La formule est de Patrick Viveret